

## MÉTHODOLOGIE

<b>Date et lieu de l'entretien</b>	<b>13 décembre 2006 à Paris</b>
<b>Personne interrogée</b>	<b>BRUNO JULLIARD, Président de l'UNEF</b>
<b>Mode de recueil</b>	<b>Entretien semi-directif en face à face</b>

## Entretien IV

— *On peut débiter l'entretien par quelques éléments d'information biographiques.*

*Bruno Julliard* – Je suis étudiant en Master Recherche de Droit public à l'Université de Lyon II. J'ai obtenu mon baccalauréat en 1999 au Puy-en-Velay (Auvergne), puis je suis venu à Lyon pour continuer les études. J'ai découvert l'UNEF dès le premier jour de mon arrivée à la faculté. J'avais envie d'être syndiqué, j'ai pris donc ma carte d'adhérent. L'engagement syndical m'a immédiatement plu. Et pour cause, sept ans plus tard j'y suis encore ! Je deviens président de l'UNEF-Lyon (2001), puis j'entre au bureau national (2003). En juillet 2005, je suis élu président de l'UNEF.

J'ajoute que mon premier engagement fut de nature politique, notamment au Parti socialiste. Mais en 2001, j'ai vraiment fait le choix du syndicalisme, engagement qui en tout cas jusqu'aujourd'hui me convenait plus que le militantisme politique.

— *Serait-il incompatible d'assumer deux responsabilités directives en même temps ?*

*Bruno Julliard* – Assumer simultanément deux responsabilités dans le syndicalisme et dans un parti politique est un problème, notamment pour les militants syndicaux qui doivent défendre l'ensemble des étudiants quelles que soient leurs orientations politiques, leurs convictions religieuses, etc. Je pense qu'il est incompatible en termes de responsabilités. En revanche, le fait d'être adhérent à un parti politique ne me choque pas. Il est même sain que les dirigeants syndicaux aient des convictions politiques. Mais je pense qu'il ne devrait pas y avoir une concurrence de responsabilités.

— *C'est une question pratique qui concerne l'organisation des temps militants ou un principe éthico-politique qui consiste à ne pas porter deux casquettes de dirigeant ?*

*Bruno Julliard* – C'est les deux à la fois. D'abord, lorsqu'on arrive à un haut niveau de responsabilités, il faut y consacrer tout son temps. Ce qui est mon cas aujourd'hui. Ensuite, l'exercice des fonctions de représentation syndicale requiert une certaine clarté. On ne saurait

laisser entendre, *a fortiori* dans une période où le militantisme étudiant doit encore faire ses preuves, que le syndicat est une courroie de transmission partisane ou que le responsable syndical est davantage préoccupé à servir ses ambitions politiques qu'à défendre l'ensemble des personnes qu'il est censé représenter.

— *Il n'y a pas de cas de dirigeants de l'UNEF qui assument des responsabilités syndicales et politiques à la fois ?*

*Bruno Julliard* – Nous sommes très attentifs à un affichage syndical clair. Notre souci est d'éviter la concurrence entre ces deux registres d'engagement. Mais il y a parfois des points de passage ou des bifurcations : au fil du temps certains membres du bureau national de l'UNEF deviennent également membres d'instances de direction partisans. En général, c'est des périodes de transition. Au-delà de l'effet d'affichage, la vraie indépendance de l'UNEF est celle qui garantit que toutes les décisions que nous prenons en interne ne sont pas dictées par les intérêts ou les recommandations d'un parti politique mais par la volonté d'accomplir notre propre mission syndicale. À cette différence près, qu'être indépendant ne signifie pas être apolitique.

— *Comme l'illustre le positionnement de l'UNEF contre le Traité constitutionnel européen (TCE), la ligne de démarcation entre la posture revendicative traditionnelle du syndicalisme étudiant et son irruption dans l'espace politique n'est pas immuable mais plutôt révisable. Cela pose le problème de la spécificité mais aussi des limites de l'intervention syndicale dans le champ politique.*

*Bruno Julliard* – Il ne peut pas y avoir de contradiction entre la nécessité de défendre les étudiants au quotidien, ce qui constitue la première tâche de notre syndicalisme, et le besoin d'avoir une vision plus large de la société, et partant, une vision politique – même si la défense des intérêts des étudiants est déjà de la politique. Ce sont deux choses indissociables. Concrètement, notre position contre le TCE n'est pas réductible à une envie soudaine de participer au débat politique. Elle est une appréciation politique qui se réfère au contenu de cette constitution et aux orientations actuelles de la construction européenne ayant des conséquences sur le service public de l'éducation, l'organisation du système universitaire, les conditions de travail des étudiants dans les établissements. L'irruption de l'UNEF dans le débat politique est saine. L'imperméabilité entre le syndicalisme et le politique est illusoire. À

l'instar de notre appel à faire battre Le Pen au deuxième tour de l'élection présidentielle de 2002, il est parfois nécessaire de faire irruption dans le champ politique en dépassant le cadre *stricto sensu* de nos compétences syndicales. À condition de revisiter le débat politique par le prisme du syndicalisme, c'est-à-dire par la défense de notre projet syndical. En revanche, le refus d'une influence extérieure dans la définition de nos objectifs et de notre stratégie est au centre de nos préoccupations.

— *Le syndicalisme étudiant est un poste privilégié pour ausculter les transformations de la jeunesse scolarisée. Quel est votre regard sur cette génération que l'on qualifie souvent d'individualiste ?*

*Bruno Julliard* – J'en citerai deux éléments sans doute contradictoires. À côté de cette image d'Épinal de la jeunesse décérébrée, apolitique, individualiste, il subsiste une autre image d'Épinal très prégnante, y compris dans le milieu syndical, selon laquelle la jeunesse étudiante est encore une jeunesse dorée, favorisée, privilégiée. Mais ce n'est plus le cas aujourd'hui. Entre-temps, il y a eu réellement une massification de l'enseignement supérieur. On comptait un million d'étudiants au début des années 1980, vingt-cinq ans plus tard ce chiffre a plus que doublé. La jeunesse étudiante aujourd'hui recoupe approximativement toutes les catégories de la population. Le constat concerne surtout les premiers cycles de l'université. Malheureusement, il se vérifie de moins en moins ensuite. Tout le monde n'a pas accès à la réussite. La massification n'implique pas mécaniquement la démocratisation. Cependant, elle modifie considérablement les représentations de la jeunesse. L'acquisition de diplômes conduit à une approche plus exigeante de l'ascension professionnelle, redéfinit le rapport à la société. Dans l'esprit commun de toute une génération, l'accès à l'université suscite l'aspiration à une meilleure intégration sociale.

Le deuxième élément qui différencie notre génération par rapport à la précédente concerne le chômage de masse. En l'absence d'une prise en considération de cette donnée structurelle, il n'est pas opportun de procéder à des comparaisons intergénérationnelles. Le chômage de masse pèse lourdement sur les mentalités, obnubile les esprits. Cette constatation se vérifie avant tout dans les entreprises : la pression du chômage exacerbe la concurrence entre les travailleurs et prédispose à niveler par le bas les ambitions et les revendications. C'est pareil pour les jeunes : le passage par la case chômage comme rançon de l'insertion professionnelle représente la perspective majoritaire redoutée. Le chômage de masse finit par matricer les esprits d'une jeunesse battante mais en même temps sommée de toutes parts de

réduire ses ambitions.

— *Est-ce dire que le spectre d'un avenir bouché conduit au défaitisme ?*

*Bruno Julliard* – En partie oui. Ce sentiment de régression sociale est alarmant pour toute la société. C'est pour cela d'ailleurs que nous avons besoin de luttes sociales qui aboutissent à des victoires. Ces dernières fonctionnent comme des piqûres de rappel permettant de défaire la fatalité et d'accréditer l'idée que les mobilisations collectives peuvent renverser le cours des choses, voire d'opérer des ruptures.

L'augmentation de la précarité dans les milieux étudiants, et plus globalement au sein de la jeunesse, est un autre facteur qui détériore la propension à se mobiliser. Une des grandes craintes que nous avons d'ailleurs au début des manifestations contre le CPE n'était pas tellement d'avoir raison ou tort sur le fond – on pensait bien qu'on avait raison et qu'il était possible de faire reculer le gouvernement. Notre principale préoccupation était d'évaluer les capacités de résistance des étudiants contre la résignation ambiante. La mobilisation qui se pointait à l'horizon présupposait de secouer l'emprise du discours libéral dans les esprits.

— *Quel est votre regard sur la politisation de la génération anti-CPE ?*

*Bruno Julliard* – Comme le reste de la société, la jeunesse aujourd'hui a du mal à croire en la politique, en l'engagement en tout genre. Elle arrive pour une partie à trouver refuge dans d'autres manières d'exprimer son mécontentement. Cela peut être la violence, le communautarisme, l'intégrisme, l'obscurantisme. Ces phénomènes de décrochage devraient alerter non seulement le militantisme étudiant mais le mouvement syndical dans son ensemble. Ils attestent l'existence d'une fracture au sein du syndicalisme lui-même dans la mesure où de larges fractions de la jeunesse ne s'y reconnaissent guère.

— *Serait-elle pour autant une génération déradicalisée ?*

*Bruno Julliard* – Le mouvement anti-CPE prouve le contraire. Les formes de mobilisation et le contenu des débats dans les assemblées générales ont été marqués par une forte radicalité. Mais on aurait tort de vouloir lire cette radicalité à l'aune de l'expérience soixante-huitarde. Le contexte socio-économique actuel suscite une plus grande sensibilité des jeunes aux aspects matériels immédiats. Les questions du logement, de la formation, du

pouvoir d'achat, de l'emploi viennent en tête de leurs préoccupations.

— *Quelle place le travail occupe-t-il dans cet ordre de priorités ?*

*Bruno Julliard* – Je ne crois pas du tout à l'idée de la fin de la centralité du travail. Dans nos sociétés développées marquées par la perte des valeurs, l'augmentation des conflits, la multiplication des fractures politiques, sociales, générationnelles ou économiques, le travail doit rester l'élément essentiel d'insertion dans la société. Pas uniquement, d'ailleurs, en termes de subsistance mais en tant que moyen qui permet aux individus de trouver leur place dans la collectivité et de contribuer au bien commun. À ce titre, le travail peut être considéré comme un élément central d'émancipation des individus.

Le fait qu'il subsiste chez les jeunes la crainte d'une mauvaise insertion professionnelle ne signifie pas, loin s'en faut, une diminution de la valeur travail. Au contraire, nous observons sur le terrain une demande massive de professionnalisation des études et de consolidation des liens entre l'université et l'entreprise. L'acquisition de nouvelles compétences qualifiantes est ici en jeu. Certes, notre discours historique défend l'idée que l'objectif de l'université n'est pas simplement de préparer l'immersion dans le travail mais aussi de faciliter l'accès au savoir et à la culture. Or, nous avons pris la mesure, notamment à travers la crise du CPE, qu'une multitude d'étudiants attendaient prioritairement de l'université une bonne insertion professionnelle. Il y avait notamment dans certaines assemblées générales une déconnexion flagrante entre le discours assez « théorique » des « élites syndicales » sur le service public de l'éducation et les attentes de la masse des étudiants indexées sur la préoccupation de l'emploi. Cette tendance est fortement affirmée aujourd'hui. Décidément, la valeur travail est omniprésente. Mais elle est beaucoup plus perceptible dans sa dimension de survie économique que comme activité fondatrice qui consiste à apporter sa pierre à l'édifice de la société de demain. Mais c'est une autre facette de la valeur travail qui est tout aussi importante que l'autre.

— *Comment répondre à cette demande d'ouverture de l'université au monde du travail ?*

*Bruno Julliard* – Un des rôles importants que l'UNEF aura à jouer dans l'avenir concerne le rapprochement entre l'université et le monde du travail. Or, ce rapprochement est presque exclusivement envisagé aujourd'hui comme étant la jonction entre l'université et le

patronat. Il y a d'ailleurs beaucoup d'hypocrisie dans les discours qui préconisent une telle « ouverture » dans la mesure où il existe déjà des liens avec le patronat. Des représentants du MEDEF, par exemple, siègent régulièrement dans les Conseils d'administration des universités. Dans certaines filières professionnalisantes, le poids du patronat est important. Mais il appartient aux universitaires et à la puissance publique de définir la politique de l'université, y compris l'orientation des études et le contenu des formations. En revanche, nous sommes favorables qu'il y ait des liens plus conséquents avec l'entreprise, notamment pour permettre une insertion plus rapide et plus efficace sur le marché du travail.

Mais l'UNEF ne peut pas se contenter de ce rapprochement exclusif entre l'université et la branche patronale. Notre rôle spécifique est de s'efforcer de rassembler la masse des salariés et la masse de la jeunesse étudiante. Nos intérêts sont convergents au vu de la transformation sociologique de la population estudiantine que j'ai mentionnée plus haut. La tâche liminaire de ce chantier de mise en commun entre salariés et étudiants est la transmission syndicale. Il est important que nous ayons un travail d'éducation au syndicalisme dès l'université, sinon dès le lycée, à la fois pour sensibiliser les étudiants à ce sujet et pour permettre au syndicalisme salarié dont les problèmes de renouvellement générationnel sont patents de trouver un vivier de futurs militants.

— *Pour structurer ou accélérer une telle coopération, les syndicats de salariés devraient-ils s'implanter directement dans les milieux étudiants ?*

*Bruno Julliard* – Plusieurs schémas pourraient être envisagés. Mais la perspective que chaque confédération aurait son antenne étudiante me semble d'emblée vouée à l'échec. En fait, il n'y aurait pas suffisamment de divergences sur les questions proprement universitaires pour permettre de distinguer entre les différentes lignes syndicales. La multiplication de l'offre serait donc inefficace. Et surtout, elle reviendrait à briser un outil de rassemblement et d'unité syndicale, l'UNEF, qui n'existe pas chez les salariés. Certes, l'UNEF n'est pas le seul syndicat étudiant. Mais au vu de ses résultats électoraux, de ses capacités de mobilisation ou de son influence politico-syndicale on peut facilement conclure que son hégémonie est confirmée. Il est donc absolument nécessaire de préserver cet outil unitaire.

La coopération passe par le renforcement des liens entre l'UNEF et le syndicalisme salarié. C'est précisément ce que nous nous efforçons de mettre en place avec l'ensemble des confédérations syndicales, hormis la CFDT. Et cela fonctionne très bien, dans l'ordre, avec la CGT, l'UNSA, la FSU, FO, y compris avec Solidaires. Les formes de collaboration sont

diverses : invitations réciproques et rencontres bilatérales, interventions dans les congrès, tribunes dans nos publications, nombreux groupes de travail sur des thèmes particuliers qui dépassent le strict champ universitaire.

Avec la CGT, par exemple, on a entamé la discussion sur l'insertion professionnelle des jeunes, en intégrant dans le projet sur la sécurisation des parcours professionnels des éléments relatifs à la condition étudiante. Une des plus importantes retombées du mouvement anti-CPE est l'augmentation de nos échanges de travail avec les syndicats, en particulier avec la CGT avec laquelle nos liens sont désormais solides. On est passé d'une situation de quasi absence de dialogue, en tout cas avec la confédération, à une situation de coopération où l'on avance sur bon nombre de dossiers ensemble.

— *Existerait-il d'autres formes de rapprochement entre salariés et étudiants à part la transmission syndicale ?*

*Bruno Julliard* – Il y a des aspects beaucoup plus politiques. Il est nécessaire de mettre tous les thèmes d'ordre général que nous défendons, tel le service public, en corrélation avec les combats des salariés sur les retraites, la protection sociale, les conditions de travail ou le pouvoir d'achat. Nous avons intérêt de faire émerger des convergences entre le monde étudiant et le monde du travail. Dans le domaine de l'économie sociale et solidaire, pour ne citer que ce cas de figure qui rencontre déjà un franc succès dans la population étudiante, des formes de coopération sont à construire avec les salariés et les comités d'entreprise pour défendre les valeurs alternatives à la logique de la marchandisation.

— *Seriez-vous prêts à mener un travail réflexif de longue haleine avec les syndicats sur les modalités d'ouverture de l'université au monde du travail ?*

*Bruno Julliard* – C'est un élément très important de notre stratégie syndicale. Cela pourrait aller très loin en proposant d'intégrer, dans le cadre de la professionnalisation des cursus, des cours de droit social sur la nature du syndicalisme, les comités d'entreprise et les activités sociales, bref sur tous les éléments d'auto-organisation du salariat dans l'entreprise. D'autres aspects sont à débattre collectivement avec les syndicats, notamment sur la manière d'améliorer l'insertion professionnelle des jeunes. Ce travail est entamé, il faut le poursuivre et le développer.

— *Passons à un autre volet de questions sur les ressorts du militantisme. Vous avez suggéré une sorte de scepticisme ou de désillusion des jeunes vis-à-vis de la politique et même de l'engagement tout court. Qu'en est-il exactement ?*

*Bruno Julliard* – Il n'est pas vraiment pertinent sur ce point de distinguer entre la jeunesse et le reste de la société. Les phénomènes de désillusion ou de fatalisme touchent l'ensemble des catégories sociales. C'est une tendance généralisée lourde. La spécificité de la jeunesse, si spécificité il y a, réside dans le fait que les cerveaux sont moins asservis par le libéralisme et que le potentiel contestataire reste intact. Malheureusement, la contestation ne s'exprime pas toujours par le syndicalisme, la politique ou l'engagement, mais aussi par la violence ou le communautarisme. Quand on est déshérité et l'on a l'impression qu'il n'existe guère de perspectives d'ascension sociale, quand on ne croit à rien, on est tenté par la violence.

De ce point de vue, ce qui s'est passé dans les banlieues en automne 2005 n'était sans doute pas l'apothéose mais l'avant-goût de ce qui pourrait advenir – d'ailleurs pas seulement en France – si la situation actuelle persistait. L'incapacité du politique, en particulier de la social-démocratie, à apporter des réponses aux fractures sociales accentue la défiance à l'égard des structures organisées quelles que soient. Mais ces formes de contestation « déviées » sont bien plus contre-productives que réellement efficaces. C'est le cas de l'intégrisme et de l'obscurantisme, mais aussi de la violence des jeunes : même si l'on espère arriver à passer des « messages », on joue quand même contre son camp.

— *On observe aujourd'hui des formes d'engagement ou de mobilisation qui n'impliquent pas forcément l'adhésion à une organisation. Comment analyser ce phénomène ?*

*Bruno Julliard* – Je ne crois pas à un modèle d'engagement fixé une fois pour toutes. Bien sûr, je me reconnais aux principes du syndicalisme en tant qu'organisation pérenne et durable d'individus qui se rassemblent pour défendre ensemble leurs intérêts. Pour autant je ne porte pas de jugement de valeur négatif sur les nouveaux modes de mobilisation qu'il s'agisse des pétitions sur Internet ou des mobilisations médiatiques en passant par des *flash mobs*. Il faut utiliser toutes les formes de contestation disponibles, même si j'ai quand même la conviction que ce sont les oppositions entre les catégories sociales de la population qui continuent de structurer nos sociétés. Des oppositions d'intérêts entre ceux qui détiennent la

richesse et ceux qui la produisent. Ces oppositions ne peuvent se traduire durablement que par l'existence de syndicats chargés d'organiser la défense des travailleurs ou, pour notre champ d'intervention, des étudiants.

Je vois ainsi les autres types de mobilisation comme étant plutôt des compléments qui, par ailleurs, peuvent être porteurs de leçons pour le syndicalisme. Par exemple, pour ce qui nous concerne, il faut puiser davantage dans les pétitions sur Internet ou dans les blogs. Mais cette posture bienveillante ne doit pas être vécue comme une remise en cause du syndicalisme. J'ai vu pendant le mouvement anti-CPE que bon nombre de syndicats, dès qu'il y avait la moindre nouveauté, ils étaient dépassés et se noyaient dans un verre d'eau. En définitive, il faut savoir utiliser ces formes de mobilisation. Prendre de tout, partout. Néanmoins, je crois plus que jamais à la pérennité de l'engagement syndical tel qu'il est structuré aujourd'hui, même s'il est nécessaire d'apporter des améliorations pour que la base militante soit partie prenante des décisions dans la perspective d'un fonctionnement moins centralisé. Le syndicalisme est comme le reste de la société, il n'y a pas de dogme d'organisation intangible. Tout change, y compris les modes d'organisation.

— *Quelles sont les réticences des étudiants d'adhérer à une organisation comme l'UNEF ?*

*Bruno Julliard* – C'est évidemment une question que l'on se pose quotidiennement ! D'abord, il y a dans notre pays une culture particulière, y compris pour le syndicalisme salarié, qui n'est pas une culture d'adhésion. Pour autant les syndicats français sont très forts en comparaison aux autres pays par leurs capacités d'instauration de rapports de forces et de mobilisation. La réticence à l'adhésion n'est pas propre aux jeunes ni un phénomène récent. Il concerne le monde du travail dans son ensemble et plonge ses racines dans le passé. Il est pourtant vrai que l'on ne saurait se satisfaire en tant que syndicat étudiant d'être en capacité de mobiliser des dizaines de milliers de jeunes contre le CPE, et de l'autre côté, d'avoir un nombre d'adhérents ridiculement bas, y compris par rapport à notre potentiel électoral.

— *Comment expliquer un tel hiatus, par l'inadaptation des syndicats ?*

*Bruno Julliard* – Il y a d'abord des éléments d'ordre purement matériel. Par exemple, l'adhésion aux syndicats n'est pas automatiquement proposée, à l'exception des étudiants de la première année où le taux de syndicalisation est plus élevé que dans le reste de la

population estudiantine. Ensuite, on a beaucoup de mal à montrer l'utilité du syndicalisme au quotidien. Le rôle des élus étudiants dans les conseils n'est pas mis en valeur par les universités. C'est pareil pour les CROUS. L'efficacité de l'adhésion est loin d'être évidente, sauf pendant les périodes fastes de mobilisation où le rôle du syndicalisme étudiant est plus visible.

Au final, je crois que l'on paie beaucoup plus le prix d'un dressage libéral des cerveaux, d'un fatalisme dû à la situation économique et à la démission des politiques que les insuffisances de fonctionnement démocratique et décentralisé des organisations. Il ne s'agit pas de tenter de se dédouaner de ses responsabilités propres, mais d'appréhender concrètement et d'assumer politiquement l'existence d'éléments auxquels nous sommes confrontés qui ne dépendent pas de nous. Il faut certainement progresser vers un mode de fonctionnement plus participatif, tout en prenant acte que l'on s'attaque à des choses beaucoup plus lourdes que le simple fait de savoir si tout est décidé ou pas dans un bureau. De ce point de vue, nos marges de manœuvres sont limitées. En revanche, on progresse beaucoup plus en réalité quand on parvient à instaurer des rapports de forces par la mobilisation qu'en ouvrant quinze forums sur Internet. Il faut certainement le faire, c'est important. Mais dans l'esprit des individus une victoire par le mouvement social vaut bien plus que mille réformes statutaires.

— *Précisément, qu'est-ce que le mouvement anti-CPE a changé dans l'état d'esprit des étudiants ?*

*Bruno Julliard* – Je dirais que ce mouvement a contribué à limiter le dressage des cerveaux. Mais il n'a pas entraîné soudainement un souffle nouveau favorable aux conquêtes sociales. Toutefois, on ressent une satisfaction chez les personnes qui ont participé à l'engagement collectif. Les mobilisations peuvent encore influencer sur le cours des choses. Certes, on n'a pas eu une vague d'adhésions massives à l'UNEF dans le sillage du mouvement anti-CPE. Par contre le nombre de nos militants a augmenté environ d'un tiers. Ces militants ont bénéficié d'une formation politique accélérée dans le feu de l'action.

Du point de vue de l'image, la lutte contre le CPE a permis de donner quelques lettres de noblesse au syndicalisme. En ce qui nous concerne, c'est la première fois qu'on arrive à mener une mobilisation aussi longue, auto-organisée avec la présence du principal syndicat étudiant du début jusqu'à la fin. On a tenu deux mois et demi, ce qui est énorme, et on s'en est sorti globalement bien. Il y a là des leçons à tirer, notamment sur la nécessité de renforcer le

syndicalisme au lieu de le remettre en cause. Enfin, la leçon déterminante est que nous n'avions pas de mode d'emploi pour faire une mobilisation commune entre salariés et jeunes. Au début, on ne savait pas comment s'y prendre. Les rythmes des calendriers, les formes de fonctionnement, les réflexes des syndicats face à l'auto-organisation des luttes n'étaient pas les mêmes.

Il n'empêche que l'expérience s'est révélée concluante : dans une société ébranlée par la crise des valeurs, l'alliance intergénérationnelle entre jeunes et salariés a réussi à établir un rapport de forces, notamment dans l'opinion publique, propice à la revendication emblématique d'abroger le CPE. Désormais, nous savons qu'il est possible, d'un point de vue organisationnel, de créer des liens de coopération entre le syndicalisme étudiant et lycéen et les syndicats de salariés dans le respect total de la liberté, de l'égalité et de la dignité des uns et des autres.

— *Dans cette perspective, quelles sont vos attentes vis-à-vis du syndicalisme salarié ?*

*Bruno Julliard* – Il y a des éléments de fond et des éléments de forme. Sur les premiers, il faut s'occuper de la jeunesse. Il faut construire un discours qui porte sur son insertion professionnelle, son accès à l'éducation et à la formation. Il est d'autant plus nécessaire de le faire que les jeunes salariés ont été longtemps abandonnés pendant leurs premières années d'immersion dans le monde du travail par les structures syndicales. Les carences en termes de renouvellement générationnel des syndicats n'ont fait qu'augmenter leurs difficultés de « toucher » ce nouveau salariat qui occupe souvent des emplois dans des entreprises dépourvues de représentation syndicale. C'est une sorte de double peine qui frappe les jeunes salariés et aggrave la fracture syndicale. Un énorme chantier reste à réinvestir en vue de s'adresser efficacement aux jeunes.

Sur la forme, il faut sans doute s'adapter aux demandes du nouveau salariat. On conviendra qu'il est nécessaire de laisser la place et de faire confiance à la nouvelle génération en accomplissant une véritable révolution culturelle. C'est une évidence, il faut mettre des bouchées doubles pour rattraper le temps perdu. Toutefois, il ne faut pas faire du jeunisme : le jeune salarié doit être considéré comme un salarié comme les autres. Il ne doit pas être inférieurisé, envisagé sous le prisme d'une discrimination positive, cantonné à une espèce d'engagement *light* du fait de son âge. Il faut arriver à s'adresser au jeune salarié tel qu'il est, à lui parler des rapports sociaux et des conditions de travail dans l'entreprise, à se préoccuper et à s'occuper de son environnement immédiat, de son logement qui représente un

problème majeur de la nouvelle génération. En définitive, la fonction du syndicalisme est d'accompagner le jeune salarié dans son passage de l'âge de formation à l'immersion dans l'âge adulte. Si le syndicalisme ne remplit pas ce rôle, qui le fera à sa place ?

Entretien réalisé et restitué par **Michel VAKALOULIS**,  
Maître de conférences des universités  
en sciences politiques,  
lu et validé par l'enquête